

- L'annulation pure et simple des exonérations liées au code des investissements pour tout contribuable ne respectant pas les obligations fiscales ;
- L'imposition régulière des sociétés d'Etat ;
- Le renforcement du contrôle fiscal ;
- Le reclassement des contribuables relevant du régime réel d'imposition ;
- L'introduction progressive de l'utilisation des caisses enregistrees ;
- L'identification et la taxation de l'ensemble des contribuables assujettis à la taxe de consommation ;
- La révision de la liste des produits de premières nécessités ;
- La généralisation de la taxation de la TS pour toutes personnes percevant un salaire de façon régulière ;
- L'opérationnalisation du Centre de Gestion Agréé aux fins de production de déclarations proches de la réalité ;
- Le recensement des propriétés bâties et louées ;

Au titre des dépenses, l'objectif de maîtrise et de rationalisation sera poursuivi de telle sorte que le rythme de leur progression soit inférieur à celui des recettes. Pour l'exercice 2016, certaines mesures ont été prises pour maîtriser efficacement les dépenses à savoir :

- L'intégration de l'ensemble des agents percevant un salaire dans le GISE amélioré ;
- La mise en place d'un système intégré de gestion des finances publiques « sim\_ba » ;
- Contrôle physique des agents des ministères sectoriels et institutions ;
- Le plafonnement de la masse salariale par Entité ;
- La réduction progressive « masse salariale sur recette fiscale » pour atteindre, à moyen terme une norme acceptable ;
- L'harmonisation de la grille des salaires ;
- Le recrutement à concurrence des postes vacants est ouvert en tenant compte des possibilités budgétaires.

Malgré tous ces efforts, le solde primaire « déficitaire » est projeté à 8 389 Millions pour s'établir à 3,06% du PIB.